



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORREZE

Direction départementale
des territoires

**Arrête préfectoral n° 19-2014-00100
abrogeant l'arrêté préfectoral
de régularisation d'une pisciculture de valorisation touristique
et portant prescriptions spécifiques à autorisation
au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement**

Commune de SAINT-GERMAIN LES VERGNES

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, partie législative ;

VU les articles R214-1 à 214-31 et R214-41 à 214-56 du Code de l'Environnement, partie réglementaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages hydrauliques et modifiant le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté du 29 février 2008 fixant 2011 les prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Gérard Pérot, directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2013 portant subdélégation de signature à M. Stéphane Lac, chef du service environnement, police de l'eau et risques ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 avril 2006 autorisant la commune de Saint-Germain les Vergnes représentée par son maire, à exploiter une pisciculture à des fins de valorisation touristique, enregistrée sous le numéro 192071800 et 192073100, pour une durée de trente ans ;

VU la demande sollicitée par Monsieur le maire de la commune de Saint-Germain les Vergnes le 20 janvier 2014 , appelé ci-dessous « pétitionnaire », visant à modifier l'arrêté préfectoral susvisé ;

VU les éléments présentés lors de cette demande ;

Considérant que Monsieur le maire de la commune de Saint-Germain les Vergnes a demandé le reclassement de son plan d'eau constitué de deux bassins en « eaux closes » ;

Considérant que le contrôle effectué le 17 mars 2014 par un agent de la direction départementale des territoires a permis de constater que le plan d'eau n'est plus alimenté par

le cours d'eau, sauf événement pluvieux important, et qu'il peut être reconnu comme plan d'eau « eau close » conformément à la note du 22 décembre 2010 ;

Considérant la nécessité de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau en conformité avec le SDAGE Adour Garonne approuvé le 1^{er} décembre 2009 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

Arrête :

Article préliminaire : Objet de l'abrogation :

L'arrêté préfectoral en date du 25 avril 2006 autorisant la commune de Saint-Germain les Vergnes, représentée par son maire, à exploiter une pisciculture de valorisation touristique enregistré sous les numéros 192073100 et 192073200, sur des terrains lui appartenant, sis au lieu-dit « Chadebec », commune de Saint-Germain les Vergnes, est abrogé.

Art. 1.- Objet de la déclaration :

Il est donné acte à Monsieur le maire de la commune de Saint-Germain les Vergnes, Mairie, 19330 Saint-Germain les Vergnes, de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant l'étang n° 192071800 et 192073200, exploité à usage de agrément, situé au lieu-dit "Chadebec", commune de Saint-Germain les Vergnes, section B, parcelle n°0621.

Les ouvrages constitutifs de cet aménagement rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R 214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

Caractéristiques	Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
Longueur de cours d'eau busé : 110 m	3.1.3.0. 1°	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m	Autorisation	Néant
Plan d'eau Surface : 10 800 m ²	3.2.3.0. 2°/	Plans d'eau permanents ou non dont la surface est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Déclaration	27-08-1999 ATEE998025 5A
Vidanges	3.2.4.0. 2°/	Vidanges de plans d'eau dont la hauteur du barrage de retenue est inférieure à 10 m ou le volume stockée inférieur à 5 000 000 m ³ et la superficie supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L.431-6 du Code de l'Environnement, hors plans d'eau mentionnés à l'article L 431-7 du même code.	Déclaration	27-08-1999 ATEE998025 6A

Hauteur du barrage de retenue : 4 m et volume : 9333,334m ³	3.2.5.0. 2°/	Barrage de retenue de classe D.	Déclaration	29-02-2008 DEVO080450 3A
---	-----------------	---------------------------------	-------------	--------------------------------

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2.- Prescriptions générales :

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

Titre II : prescriptions techniques

Art. 3.- Prescriptions spécifiques :

Outre les prescriptions générales, le pétitionnaire doit respecter toutes les prescriptions spécifiques suivantes :

31 - Dispositions relatives aux écoulements hydrauliques

Le chenal de dérivation busé doit être régulièrement entretenu et maintenu en état de fonctionnement optimal afin que le cours d'eau ne soit pas dérivé vers le plan d'eau, sauf événement pluviométrique important.

Le plan d'eau est muni d'un système de vidange qui doit être entretenu de manière à pouvoir être manœuvré en toute circonstance.

EVACUATEUR D'EAU DE FOND

Chaque bassin est doté d'un "moine véritable", muni de grilles réglementaires. Ces ouvrages ont vocation à :

- interrompre la libre circulation du poisson et de son frai, entre le plan d'eau et les eaux libres, de façon permanente, hors événement hydrologique exceptionnel ;
- permettre l'évacuation des eaux de fond ;
- et limiter les départs de sédiments lors des opérations de vidange.

Ceux-ci doivent être régulièrement entretenus et maintenus en état de fonctionner.

Ils doivent être capable d'évacuer le débit de crue bisannuel, sans solliciter les autres ouvrages déversant.

Une revanche (hauteur entre le niveau d'eau et le sommet de la digue) minimale de 0,70 m doit être assurée.

L'évacuateur de crues doit permettre d'assurer au minimum le transfert de la crue centennale en écoulement libre (sans mise en charge), tout en maintenant une revanche de sécurité suffisante avant débordement du plan d'eau.

Ces ouvrages doivent fonctionner à écoulement libre et comporter un dispositif de dissipation de l'énergie pour la protection de l'ouvrage.

Le permissionnaire est tenu de maintenir en bon état les ouvrages, notamment le barrage qui doit être fauché et débroussaillé régulièrement de sorte qu'aucune végétation ligneuse n'y soit maintenue.

Un fossé en pied du barrage ou autre procédé doit être mis en œuvre afin de drainer les écoulements en pied de l'ouvrage.

32 - Dispositions concernant la vidange

1/ Celle-ci doit avoir lieu au moins une fois tous les trois ans, sauf cas de force majeure. Les eaux de vidange s'écoulant in fine dans un cours d'eau de première catégorie piscicole, **la vidange du plan d'eau est interdite pendant la période du 1er décembre au 31 mars inclus.**

Le Service Police de l'Eau doit être informé de la date du début de la vidange, de la date de pêche et du début de la remise en eau et ce, **au moins quinze jours à l'avance.**

2/ **Le remplissage du plan d'eau doit se faire en dehors de la période allant du 15 juin au 30 septembre.** Il doit être progressif de façon à maintenir, à l'aval du plan d'eau, un débit minimal permettant la vie, la circulation et la reproduction des poissons. Toutes les précautions d'usage doivent être prises afin que les matériaux constituant le barrage puissent s'humidifier progressivement et ainsi éviter tout risque de rupture. Le système de vidange doit rester partiellement ouvert durant cette période afin d'éviter tout assec à l'aval.

3/ Le cours d'eau situé à l'aval du plan d'eau ne doit subir aucun dommage du fait de la vidange, tel que le déversement de sédiments. Un dispositif efficace de décantation permettant de retenir les sédiments en fin de vidange doit être mis en place : épandage des eaux boueuses de vidange sur le terrain aval.

Tout incident doit être déclaré immédiatement à la direction départementale des territoires, service police de l'eau.

Toute présence avérée des espèces indésirables (poisson-chat, perche soleil, écrevisse américaine, écrevisse de Californie, écrevisse de Louisiane...) doit être suivie d'un assec prolongé de l'étang afin de procéder à son élimination définitive. La remise en eau qui suit doit être conduite comme pour une première mise en eau.

4/ Les poissons et crustacés présents dans le plan d'eau doivent être récupérés de manière à éviter leur dévalaison dans le cours d'eau. Le plan d'eau est muni d'un bassin de pêche permettant la récupération des poissons.

Art. 4.- Délai des travaux :

Sans objet

Art. 5.- Dispositions relatives à la sécurité de l'ouvrage de retenue :

L'ouvrage relève de la classe D au sens de l'article R.214-112 du Code de l'Environnement, du fait de ses caractéristiques géométriques.

Les prescriptions générales de l'arrêté du 29 février 2008, joint en annexe au présent arrêté préfectoral, doivent être respectées.

Titre III - Dispositions générales

Art. 6.- Conformité au dossier et modifications :

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du directeur départemental des territoires (service de police de l'eau). Celui-ci peut, le cas échéant, demander une nouvelle déclaration.

Art. 7.- Accès aux installations :

Dans le cadre de leur mission de contrôle, les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le Code de l'Environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Art. 8.- Changement de pétitionnaire :

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle visée dans le présent arrêté, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet (DDT-SPE), dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

S'il s'agit d'une personne physique, cette déclaration doit mentionner, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet (DDT-SPE) donne acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive de l'exploitation des ouvrages précités, le pétitionnaire doit en faire part au préfet (DDT-SPE) dans le mois qui suit. En cas d'une cessation temporaire supérieure à deux ans, le pétitionnaire doit en faire part au préfet (DDT-SPE) à l'expiration de cette période.

Art. 9.- Sanctions administratives :

Conformément aux articles L171-6 à L171-8 du Code de l'Environnement ; en cas d'inobservation des dispositions précitées et indépendamment des poursuites pénales possibles, le préfet met en demeure d'y satisfaire dans le délai qu'il détermine. Si, à l'expiration du délai fixé, l'exploitant des ouvrages ou le pétitionnaire n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- 1°) obliger celui-ci à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant à l'estimation du montant des travaux à réaliser ;
- 2°) faire procéder d'office, aux frais de l'intéressé, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application des dispositions ci-dessus peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office ;
- 3°) suspendre, s'il y a lieu, l'autorisation jusqu'à exécution des conditions imposées.

Art. 10.- Défaut d'indemnisation en cas d'intérêt public :

Le pétitionnaire ou ses ayants droit ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni à aucun dédommagement si, dans l'intérêt de la salubrité ou de la sécurité publique, de la police et de la répartition des eaux ou de la protection des milieux aquatiques, le préfet (DDT-SPE) estime

nécessaire de prendre des mesures qui privent le pétitionnaire, d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant du présent arrêté.

Art. 11.- Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 12.- Autres réglementations :

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Art. 13.- Publication et information des tiers :

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Saint-Germain les Vergnes, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.
Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Corrèze durant une durée de 6 mois.

Art. 14.- Voies et délais de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la réception de cet arrêté par le pétitionnaire, ce dernier peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, en application de l'article R514-3-1 du Code de l'Environnement :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Art. 15.- Exécution :

Le secrétaire général de la Préfecture,
Le maire de la commune de Saint-Germain les Vergnes,
Le directeur départemental des territoires de la Corrèze,
Le chef du service départemental de l'ONEMA,
Le commandant du groupement de gendarmerie de la Corrèze,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le 22 avril 2014

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et par subdélégation,
Le chef du service environnement, police de l'eau et risques,



Stéphane LAC